



APERÇU GÉNÉRAL

En vertu de la résolution 2717 (2023), adoptée à l'unanimité de ses 15 membres, le 19 décembre 2023, le Conseil de sécurité a prorogé jusqu'au 20 décembre 2024, le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), tout en décidant d'initier son « retrait progressif, responsable et durable » du pays et de transférer progressivement les tâches qui lui incombent au Gouvernement congolais.

Le mois de décembre a été marqué par la campagne électorale suivie des élections présidentielles, législatives nationales, provinciales et communales le 20 décembre 2023. L'élection a eu lieu avec des retards de vote dus à des obstacles logistiques et naturels à travers le pays et a été accompagnée de quelques troubles dans des centres de vote en raison de leur ouverture tardive. Les résultats provisoires ont été annoncés le 31 décembre par la Commission électorale nationale indépendante annonçant la victoire du président sortant, Felix Tshisekedi.

Les faits marquants ci-après ont été notés au cours de la période sous revue :

- Après la promesse faite le 8 mai 2023 lors d'un sommet de l'organisation en Namibie la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a commencé à déployer des troupes dans le Nord Kivu, le 27 décembre 2023.
- Dans le **Petit Nord Kivu**, malgré un cessez-le-feu observé entre les belligérants du 11 au 28 décembre, on a relevé sur le terrain la poursuite d'affrontements ponctuels entre le M23 et les coalitions des groupes armés ainsi que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la partie Nord-Est du territoire de Masisi et Sud-Ouest du territoire de Rutshuru entraînant des représailles, des abus et des déplacements. En outre, des abus continuent d'être allégués aux hommes armés dans des zones d'accueil des personnes déplacées (PDI) à Goma et à Nyiragongo.
- Dans le **Grand Nord Kivu**, on note l'augmentation d'attaques et embuscades en zones de santé d'Oïcha et Kamango (Territoire de Beni) par des éléments ADF qui profiteraient du vide sécuritaire laissé par le






redéploiement des militaires FARDC sur les axes Mbau-Kamango et Oïcha-Eringeti vers l'Ituri et vers les zones de combats contre le M23 à Rutshuru. De plus, des abus continuent d'être allégués aux groupes armés lors de l'imposition des taxes illégales (Lubero).

- Au **Sud Kivu**, on note une baisse considérable des cas de violations et abus des droits humains par rapport aux derniers mois mais il y a détérioration de la situation de protection consécutivement à des conflits entre des groupes armés, des représailles ou répercussions des affrontements entre des militaires des FARDC et les éléments du M23 dans le Nord-Kivu.
- La situation de protection demeure préoccupante sur l'ensemble de la province de **l'Ituri** et à Faradje dans la province du **Haut-Uélé** où des présumés éléments des groupes armés de l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC), du groupe Zaïre, des militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et des agents de la Police Nationale Congolaise (PNC) seraient auteurs de multiples atteintes aux droits humains au cours d'attaques et embuscades contre les civils.
- Dans la province du **Tanganyika**, il y a recrudescence de cas de braquages et d'incursions attribués aux Maï-Maï Apa na Pale sur l'axe Bendersa dans la zone de santé de Nyemba. Ces attaques ont été accompagnées de plusieurs incidents, notamment les atteintes à la vie et l'intégrité physique, les atteintes à la liberté ainsi que les atteintes à la propriété individuelle.
- Dans les **provinces du Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental**, des conflits liés à l'exploitation de forêts ont été rapportés ainsi que des tensions liées aux élections.
- Le conflit intercommunautaire entre Téké, Yaka, Suku, Mbala et Songe poursuit son extension aux territoires de Kwamouth, dans la province de **Mai-Ndombe**, de Bagata dans la province de **Kwilu** et de Kenge dans la province de **Kwango** ainsi qu'une partie de la commune de Maluku dans la ville province de Kinshasa.

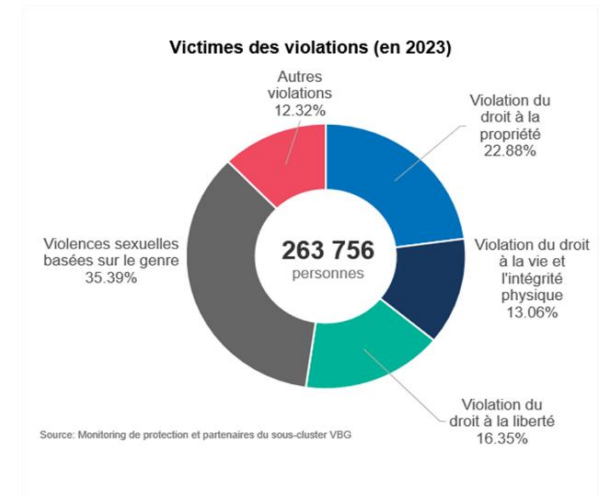




- Des pluies diluviennes et des éboulements de terrains ont également marqué plusieurs localités au cours de la période sous revue, entraînant des décès, de nombreux blessés, des destructions d'infrastructures et les déplacements de populations.
- Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté environ **8,183** violations et incidents de protection en décembre 2023, soit une baisse d'environ **33%** par rapport au mois de novembre avec **12,178** violations et incidents. Parmi ces violations, il y a au moins **211** homicides, **1,726** victimes de coups et blessures, **334** victimes de torture et traitements inhumains, **441** enlèvements/disparitions, **716** travaux forcés, **252** allégations viols et **199** allégations de violations 1612.
- Les violations et abus rapportés en décembre 2023 concernent **10,071** victimes, dont **2,224** femmes, **7,197** hommes et **650** enfants.

	667 Allégations de VBG
	199 Violations aux droits de l'enfant y compris des allégations 1612 rapportés aux mécanismes MRM
	2,284 Violations du droit à l'intégrité physique
	2,030 Violation du droit à la liberté
	2,977 Cas de violation du droit à la propriété (extorsion des biens, incendies, taxes illégales, pillages)

- De janvier à décembre 2023, environ **116,745** allégations de violations et abus ont été rapportés. Les victimes de ses violations et abus sont d'environ **263,756** personnes.



RECOMMANDATIONS

- Discuter des mesures de renforcement sécuritaires sur les sites des déplacés sur l'axe Masisi (*Clusters Protection/CCCM, OCHA, Communauté de liaison*).
- Plaider pour le renforcement de l'effectif de militaires FARDC dans les zones à faible couverture afin de protéger les civils et leurs biens (*OCHA*).
- Plaidoyer pour accélérer la mise en application effective du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S) (*Cluster Protection*).
- Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité et la protection des civils dans les zones d'accueil, et réduire ainsi les risques d'attaques dans les sites et centres collectifs. (*Cluster Protection*)
- Renforcer les capacités des autorités et leaders locaux sur la cohabitation pacifique et la transformation des conflits (*Cluster Protection/Logement Terre et Propriété*).





- Plaidoyer pour la mobilisation des fonds nécessaires en vue de permettre aux acteurs humanitaires de prendre en charge les questions de logement, terre et propriété (COHP/ Logement Terre et Propriété).

VIOLATIONS ET ABUS DES DROITS - ANNEE 2023

	T1	T2	T3	T4
Droit à la liberté	1,876	3,319	11,473	10,069
Droit à la propriété	4,168	8,200	16,407	14,108
Droit à l'intégrité physique	3,038	5,832	12,240	10,600
Alertes de cas VBG	991	2,111	3,490	3,137
Alertes sur les 6 violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)	256	278	1,121	970
Conflits fonciers	87	431	338	200

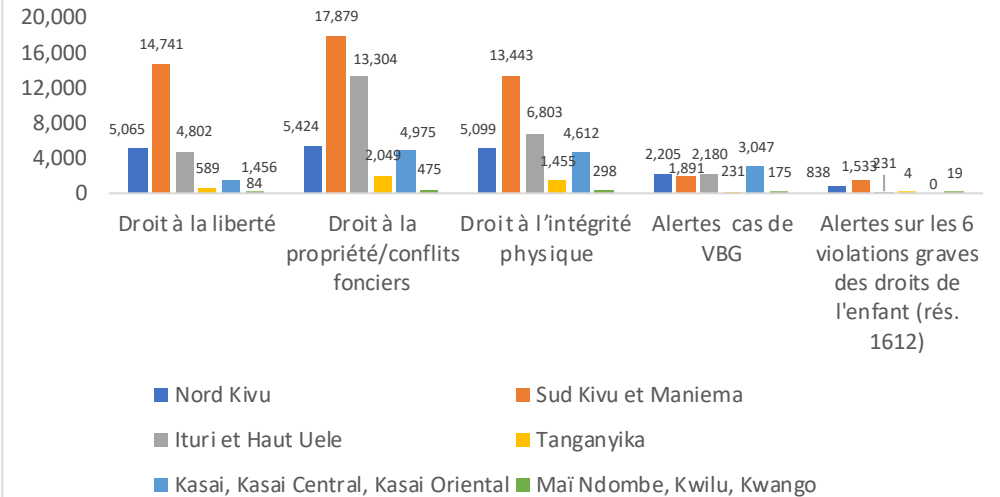
Le graphique ci-dessous illustre la répartition des violations par provinces/hub humanitaires ainsi que par type de violations.

Le graphique ci-après montre que le nombre de violations commises au Sud Kivu reste particulièrement élevé.

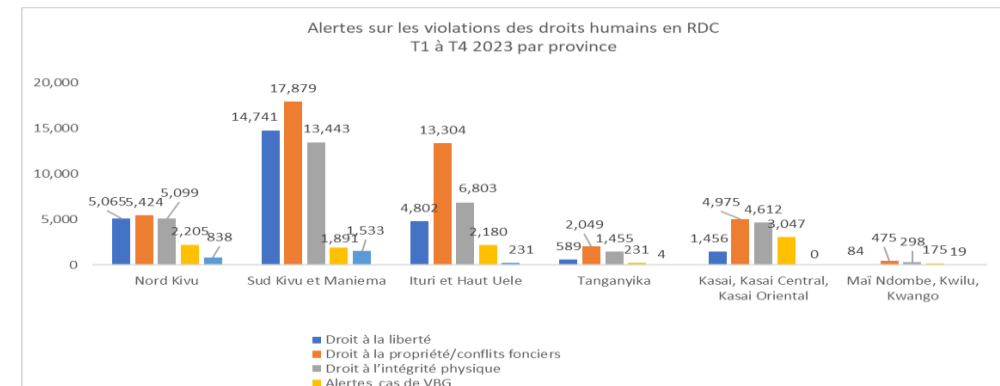
Bien que les chiffres du Maï-Ndombe, Kwilu, Kwango et Kinshasa soient particulièrement bas, ceci ne reflète pas forcément la réalité.

En effet, la remontée des informations concernant cette région n'a réellement débuté qu'en T3 avec un nombre limité d'acteurs aux capacités réduites. Pour rappel, le monitoring de protection ne couvre pas forcément l'ensemble des zones de chaque hub pour l'ensemble des périodes. Les données ne sont donc pas réellement comparables d'une zone à l'autre mais reflète toutefois des tendances observées sur le terrain.

Alertes sur les violations des droits humains en RDC
T1 à T4 2023 par type de violation



Le graphique ci-dessous montre que les violations du droit à la propriété sont les plus importantes suivies du droit à la liberté et intégrité physique.





PROVINCES DE L'ITURI ET DU HAUT UELE (Faradje)


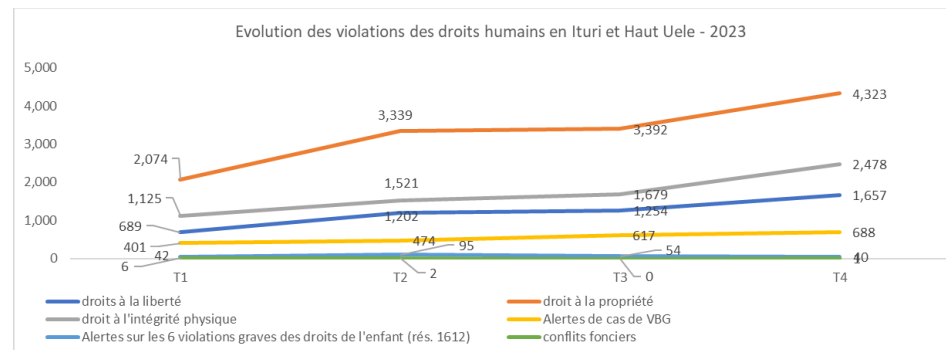
Territoires	Violations et abus des droits en décembre 2023					Total	%
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)		
							
Aru	29	27	2	16	0	72	3
Djugu	126	376	122	69	6	699	26
Faradje	17	90	12	4	0	123	5
Irumu	23	262	206	69	0	560	21
Mahagi	220	408	466	35	9	1138	42
Mambasa	4	50	42	5	0	101	4
TOTAL	417	1,213	850	198	15	2,693	100

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection¹ en Ituri

- En décembre 2023, **2,693 violations et abus** des droits humains et autres incidents de protection et abus concernant **3,104 victimes (2,423 hommes, 601 femmes, 80 enfants)** ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection dans les territoires de la province de l'Ituri (en majorité à Mahagi, Djugu, Irumu), ainsi qu'à Faradje dans la province du Haut Uélé. Ces chiffres représentant une **augmentation de 4.16 %** comparativement au mois de novembre 2023 avec **3,239 violations**.
- En 2023, environ **65,710** personnes ont été victimes de violations dont **23,056 femmes, 39,693 hommes et 2,961 enfants**.



MAHAGI

- 1,138 violations** représentant 42 % des cas rapportés dans les provinces, et une réduction de 64 cas par rapport au mois précédent avec 1,202 cas.
- Les deux premières semaines du mois ont connu une hausse des violations en comparaison aux deux derniers mois consécutivement à des attaques assorties de meurtres, de pillages de biens, de travaux forcés et de coups et blessures attribués aux présumés éléments armés de l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC) principalement dans les localités littorales de la zone de santé d'Angumu.
- Des combattants de la CODECO/URDPC auraient également été indexés comme auteurs du meurtre, de coups et blessures, arrestations et extorsions enregistrés au niveau de leurs différentes barrières érigées sur certaines routes contre les civils qui se rendaient aux champs dans localités parmi lesquelles dans les groupements des Ang'hal 2, Adra.

A titre illustratif, le 16 décembre, au cours d'incursions menées par des présumés combattants de la CODECO/URDPC dans les localités de Manzetele et Sondu, dans le groupement des Ang'hal 2, chefferie des Ang'hal, en zone de santé d'Aungba, 11 personnes retournées parmi lesquelles 8 enfants ont été tués à la machette. Des vivres et non vivres ont été dérobés, 55 maisons incendiées.

¹ SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR





DJUGU

- Avec **699 violations** représentant **26%** des cas rapportés dans la province de l'Ituri et Faradje, le territoire de Djugu a enregistré le plus grand nombre de violations des droits humains après celui de Mahagi, et une réduction de **220** cas par rapport au mois de novembre 2023 (**919 cas**).
- Cette baisse ne traduit pas l'amélioration de l'environnement protecteur des civils, dont des personnes retournées et déplacées en majorité, dans la mesure où différentes attaques et embuscades sont assortis de meurtres, pillages, extorsions des biens, travaux forcés, arrestations arbitraires attribués aux combattants de la CODECO/URDPC et ceux du groupe ZAIRE. Des incidents des droits humains ont été enregistré dans les zones de santé de Mongbwalu, Jiba, Bambu, Damas, Linga, Drodro et Fataki.
- L'état de dégradation des routes dans l'ensemble du territoire de Djugu aurait exposé non seulement des particuliers, mais également des acteurs humanitaires qui auraient également été victimes de pillage et d'extorsions des biens principalement sur les axes secondaires Lita-Sanduku et Lagu-Bule lors de leurs différentes missions.
- Des présumés éléments de la CODECO obligerait des chauffeurs de payer une somme d'argent allant de 150,000 à 250,000 FC pour les véhicules qui restent embourbés, somme d'argent qui serait destinée à la sécurisation des véhicules.

A titre d'exemple, le 03 décembre 2023 vers 22 H, dans la localité Bau, en zone de santé de Lita, des présumés éléments de la CODECO/URDPC auraient dépouillés 06 chauffeurs des véhicules d'une société de transport des téléphones et d'une somme d'argent non révélée. Ces véhicules apporteraient des assistances humanitaires au site de Rhoo, en zone de santé de Drodro.

Le 06 décembre 2023, des présumés éléments armés de la CODECO/URDPC, auraient perpétré des incursions simultanées dans les localités Ndjaya et Homani, en zone de santé de Linga et y auraient tué à la machette 11 personnes retournées et blessé à la machette 03 personnes retournées. Ces présumés éléments armés auraient ensuite incendié environ 45 maisons des personnes retournées et auraient par la même occasion pillée environ 16 chèvres, 35 poules, 22 canards et

divers biens de 23 ménages retournés (radio, panneau, télévision, mallettes d'habits, etc.).

IRUMU

- **560 violations et abus** ont été enregistrées, soit une baisse de près de **21 %** (147 cas) par rapport au mois de novembre 2023 durant lequel **707** cas avaient été documentés.
- Dès la première semaine du mois, une hausse a été observée à la suite d'embuscades émaillées de pillages, par des combattants de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) qui auraient créé des poches d'insécurité dans des zones non couvertes par les forces coalisées FARDC-UPDF sur l'axe Boga-Bukiring ainsi que dans la zone de santé de Gety où ils auraient été indexés par les civils comme auteurs des cambriolages assortis de pillages des biens.
- En outre, dans la zone de santé de Komanda, des combattants ADF auraient été cités comme auteurs notamment de meurtres et d'enlèvements de personnes retournées pendant leur fuite à la suite des opérations de traque menées par des militaires UPDF et FARDC depuis le 20 novembre dans la zone. Le 04 décembre 2023, des combattants ADF auraient perpétré une incursion dans la localité Isiro, en zone de santé de Komanda où deux personnes ont été tuées et 11 autres personnes enlevées.

FARADJE

- **123** violations et abus représentant **5 %** des cas ont été documentés à Faradje en décembre 2023, avec une baisse de 64 cas en comparaison au mois précédent avec **187** violations et abus. Cette hausse s'expliquerait par la réapparition des barrières sur les différents axes vers les localités où il existe plusieurs mouvements de réfugiés vers les marchés ou vers leurs activités champêtres pendant la saison festive dans les localités périphériques des sites de Meri et Bele.

Il a été signalé de nombreuses barrières érigées sur les axes reliant les deux sites où certaines violations et abus des droits humains, notamment les extorsions de biens, seraient commis par les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les agents de la Police Nationale Congolaise (PNC) dans les différents check-points.





PROVINCE DU NORD KIVU


Territoires	Violations et abus de droits en décembre 2023						
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)	Total	%
							
Lubero	69	147	75	6	5	302	13
Masisi	155	99	149	83	41	527	23
Nyiragongo	31	38	22	37	0	128	6
Oïcha	326	372	180	0	8	886	39
Rutshuru	204	80	88	17	18	407	18
Autres (Goma, Walikale)	14	10	8	13	0	12	2
TOTAL	799	750	522	156	72	2,299	100

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection dans le Nord Kivu

- Environ **2,299 violations et abus des droits humains** ont été documentés par le monitoring de protection principalement dans les territoires de Beni, Masisi et Rutshuru en décembre 2023. Ces chiffres représentant une diminution de 23 % comparativement au mois de novembre 2023 avec 3,002 violations.
- On observe une poursuite des représailles contre les civils sur fond d'allégations de soutien ou appartenance à telle ou telle partie au conflit. En 2023, le monitoring de protection a enregistré 111 cas de meurtres ciblés.
- Depuis octobre une détérioration de l'environnement de protection s'est ressentie dans les territoires de Masisi, Nyiragongo, Rutshuru

consécutivement au conflit entre le M23, d'autres groupes armés et les FARDC après une période de cessez-le feu entre avril et septembre 2023.

- En 2023, près de **61,344** personnes ont été victimes des violations et abus dans la province dont **14,020** femmes, **29,722** hommes et **17,602** enfants.
- A Nyiragongo et Goma, on continue à observer la prolifération de groupes armés à proximité des sites PDIs, entraînant des risques accrus de violations du caractère civil et humanitaire des sites.
- La poursuite des affrontements à Masisi et Rutshuru et des attaques contre des civils à Beni ont entraîné des déplacements dans plusieurs zones de la province. Environ **162,865 personnes** se sont **déplacées**, et **6,620 personnes** ont fait un mouvement **de retour**.²
- En décembre, la majorité des déplacés vivant dans des familles d'accueil ainsi que ceux établis dans les centres collectifs, ont présenté d'importants besoins en assistance multisectorielle dont les plus prioritaires étaient l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les abris, les Articles Ménagers Essentiels (AME), la nourriture et les soins de santé.³
- Il est important de noter que le manque de financements suffisants des clusters demeure un défi opérationnel pour la mise en œuvre des activités à la suite de l'augmentation du nombre de personnes déplacées par les récents affrontements armés à Rutshuru et Masisi, dans le Nord Kivu.
- Comme exemples d'actions de réponses, 324 survivants des incidents ont été référés vers des services de prise en charge : 163 survivants des coups et blessures ont reçu les soins médicaux et 28 ont eu un accompagnement psychologique. Sur 133 survivants de VBG, 92 ont

² [Rapport mensuel de monitoring de protection Nord Kivu | INTERSOS UNHCR | Décembre 2023, P. 2](#)

³ https://www.globalprotectioncluster.org/sites/default/files/2024-01/analyse_sur_la_situation_de_protection_nk_crise_m23_231228.pdf





reçu le kit PEP et soins médicaux, 2 ont reçu les soins médicaux sans Kit PEP et 32 ont reçu l'accompagnement psychologique.⁴

BENI

- 39% des violations et abus des droits humains commis dans la province l'ont été dans le territoire de Beni, essentiellement par des présumés éléments ADF.
- Le redéploiement des militaires FARDC sur les axes Mbau-Kamango et Oïcha-Eringeti vers l'Ituri et vers les zones de combats contre le M23 à Rutshuru crée un vide sécuritaire qui explique l'augmentation de cas de violences et abus des droits humains rapportés dans la période.

Des mouvements des éléments ADF d'Ituri vers les zones de santé d'Oïcha, Kamango et Mutwanga, au Nord Kivu. Depuis octobre 2023, ces éléments ADF continuent d'attaquer des civils dans ces zones et le renforcement de leurs anciens bastions risque d'accroître la violence contre les civils dans le territoire de Beni.

- On relève que les ADF procèdent à des attaques récurrentes sur les agriculteurs, soit pour le pillage de produits comme le cacao, soit pour éviter que les agriculteurs communiquent avec les autorités sur les mouvements de leurs éléments.

Deux groupements limitrophes avec l'Ituri (groupement Batangi-Mbau et Babumba-Kisiki) ont été les plus affectés par les attaques d'éléments ADF avec respectivement 35 morts et 15 morts.

MASISI

- Après le retrait des militaires des forces d'intervention de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF) le 8 décembre, les combats entre le M23 et d'autres groupes armés et des forces des FARDC se sont intensifiés et ont entraîné des abus, des représailles contre des civils et des déplacements massifs.

Malgré l'accord de cessez-le-feu entre les belligérants pour 72h à partir du 11 décembre, suivi d'une prolongation de deux semaines, quelques affrontements entre le M23 et d'autres acteurs non-étatiques ont repris. A titre d'exemple, le 23 décembre, des affrontements entre le M23 et

autres groupes armés dans plusieurs villages des groupements Mupfunyi-Shanga et Mupfunyi Karuba ont été notés.

- Au moins 11 attaques auraient été enregistrées en décembre contre 18 attaques en novembre. Ces attaques ont entraîné des déplacements ainsi que des morts (25) et blessures civils (121).
- L'implication des acteurs armés non-étatiques dans le conflit entraîne des abus de droits humains par ceux-ci : taxes illégales, incursions, embuscades et autres formes d'abus.

Au centre de Masisi, des groupes armés auraient mené au moins 11 incursions dans les sites PDIs, entraînant le pillage des biens et de l'argent. Ainsi, au cours du dernier trimestre 49 incursions dans les sites de PDIs auraient été menées.

RUTSHURU


- Une relative accalmie a été observée par suite du transfert des éléments du M23 vers le territoire de Masisi pour renforcer les affrontements contre d'autres groupes armés et les FARDC.
- 2 affrontements ont été enregistrés pour le mois de décembre comparativement à 11 affrontements le mois précédent.
- Les deux affrontements ont été enregistrés à Kamena et Kabizo, au sud de Rutshuru et l'incendie de 4 maisons appartenant à des personnes accusées d'avoir des liens avec des groupes rivaux a été enregistré. On note également le déplacement de 107 ménages de Kamena vers Kanyasi.
- On note également l'accentuation de taxes illégales par les groupes armés au groupements Kanyabayonga et Mutanda. Des abus auraient été allégués à des groupes armés lors de recouvrements. Le 22 décembre, un homme aurait été enlevé par les éléments armés au groupement Kanyabayonga pour un retard de paiement. Cette victime aurait été fouettée dans le lieu de captivité et aurait été libérée après paiement par les membres de sa famille d'une rançon de 100,000 FC.

⁴ [Rapport mensuel de monitoring de protection Nord Kivu | INTERSOS | UNHCR | Décembre 2023, P.8](#)



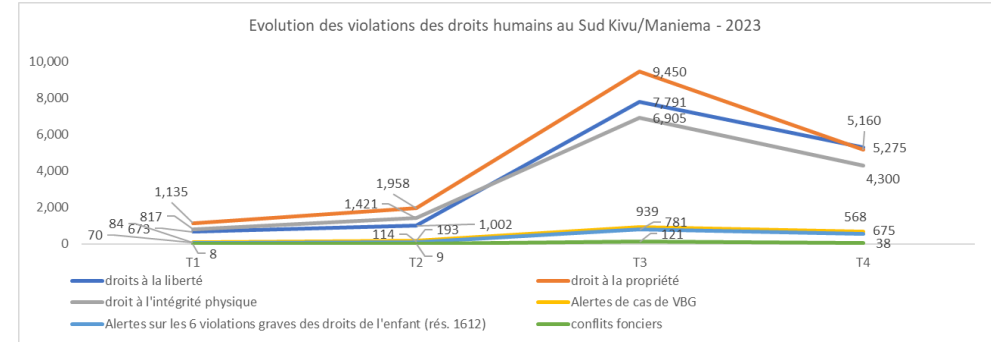


PROVINCE DU SUD KIVU

Violations et abus des droits en décembre 2023									
Territoires	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	Conflits fonciers	VBG	Res. 1612	Total		
	93	73	42	0	20	13	241	10	
Kabambare	6	23	6	0	13	6	54	2	
Kalehe	106	111	112	4	28	6	367	15	
Mwenga	1111	138	118	0	28	41	436	18	
Shabunda	130	101	109	0	9	23	372	15	
Uvira	99	102	116	2	42	19	380	15	
Walungu	204	226	174	1	15	4	624	25	
TOTAL	749	774	677	7	155	112	2,474	100	

- Environ **2,474 violations et abus** des droits humains sur **3,206 victimes** ont été documentées dans les territoires des provinces du Sud Kivu et Maniema, respectivement à Walungu, Mwenga, Uvira, Shabunda, Kalehe, Fizi. Une diminution de **1,473 cas** est constatée (soit **environ 37%**) par rapport au mois de novembre 2023 avec **3,947 cas**.
- La baisse considérable des incidents depuis novembre pourrait être la conséquence du renforcement sécuritaire dans plusieurs agglomérations, dans le but de protéger des civils pendant la période festive ainsi que celle de nouvelles approches de collecte des données qui ont été mises en œuvre.

- En 2023, environ **52,288** personnes ont été touchées par des violations et abus dont **11,039** femmes, **38,921** hommes et **2,328** enfants.



WALUNGU

- Dans le territoire **624** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en décembre 2023 contre **852 cas** en novembre 2023.
- L'activisme des groupes armés s'est matérialisé par des embuscades, extorsion de biens, coups et blessures, taxes illégales, pillage et enlèvements dans les groupements Mulamba, Tubimbi et Luhago dès la première partie du mois.
- Des abus sont les conséquences des attaques perpétrées par des éléments de différentes factions d'un groupe armé contre les villages Busolo, Kasei, Nyandelema et Tusani

MWENGA

- **436** violations et abus ont été rapportés par les acteurs du monitoring dans ce territoire.
- Plusieurs attaques ont été attribuées aux éléments des groupes armés dans plusieurs entités. Plusieurs civils auraient été blessés (110), leurs divers biens extorqués (117), pillés au cours de ces attaques.

A titre d'illustration, entre le 16 et 20 décembre, trois attaques attribuées aux éléments des groupes armés (Mai-Mai Nguvu Za Milima, Gumino et





Ex-FNL) auraient été rapportées successivement dans les villages Mugutu, Miki, Lubibi et Bichombo.

52% des cas de recrutement et utilisation d'enfants (41) est enregistré dans ce territoire en comparaison aux autres territoires de la province.

UVIRA

- Dans le territoire **380** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en décembre 2023 contre 378 cas en novembre 2023.

Des abus à l'endroit des civils ont été rapportés, dont des cas de viols de femmes qui se rendaient aux champs.

- Il est à noter l'attaque par des hommes armés non identifiés d'une structure sanitaire du village Kirungu, le 12 décembre. Du matériel médical, des médicaments et autres intrants médicaux auraient été pillés, rendant la structure quasiment non fonctionnelle.
- En outre, durant le processus électoral, des tensions ont marqué l'environnement de protection dans ce territoire. Des abus contre des civils auraient été rapportés sur le tronçon Kiringye-Lemera ou, le 15 décembre, un candidat aux élections provinciales accompagné de huit de ses partisans, auraient été enlevés par des inconnus armés sur ledit tronçon. Au cours de ce même processus électoral, un candidat de retour de la campagne électorale a été tué à bout portant dans la ville d'Uvira.

KALEHE


Le territoire est toujours affecté par des effets de la crise M23 dans la province du Nord-Kivu : Entre les 7 et 12 décembre 2023, 1,137 nouveaux ménages de 6,162 de PDI seraient arrivés à Minova-centre, en provenance du territoire de Masisi, fuyant les derniers affrontements entre des militaires des FARDC et des éléments du M23 autour du village Mushaki. Ces ménages sont abrités dans des différents sites collectifs à Minova-centre et ses environs.

Plusieurs sources ont rapporté sur de nouvelles vagues des PDI, estimées à 212 ménages venus du territoire de Masisi vers les localités de Minova et

des villages environnants en territoire de Kalehe, au cours de la période du 26 au 28 décembre 2023.⁵

La population est exposée à divers risques de protection, des mouvements pendulaires qui entraîneront des violations de droits humains, pillages séparations familiales, hausse de prix sur le marché en raison de la pénurie de vivre, violences basées sur le genre...

PROVINCE DU TANGANYIKA

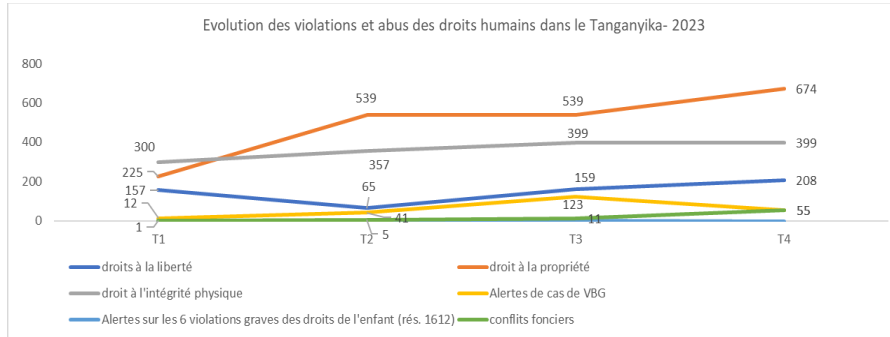
Violations et abus de droits humains en décembre 2023						
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total
 KALEMIE	13	32	5	1	0	51
NYUNZU	3	54	19	7	6	89
TOTAL	16	86	24	8	6	140

En décembre 2023, la situation sécuritaire est restée assez stable dans la province. Ceci se reflète dans les cas de violations et abus rapportés. En effet, 140 violations et abus ont été rapportés en décembre, soit **194** violations en moins par rapport au mois de novembre 2023 avec **334** violations et abus. Environ 87% des victimes de violations et abus sont des PDI retournées.

En 2023, au moins **40,753** personnes ont été victimes de violations et abus dans la province, dont **13,761** femmes, **13,648** hommes et **13,344** enfants.

⁵ [Note d'information : Afflux de nouveaux ménages des personnes déplacées internes venues du Nord-Kivu à Minova, groupement de Buzi en chefferie de Période : 26 au 28 Décembre 2023 UNHCR/INTERSOS](#)





KALEMIE

L'activisme des groupes armés affecte la population qui a du mal à vaquer aux occupations quotidiennes, notamment sur l'axe Bendera.

A titre d'illustration, le 4 décembre 2023 tôt le matin, au village Crispin sur l'axe Bendera, 6 civils ont été dépouillés de téléphones et de sommes d'argent dans une embuscade des Mai Mai Apa na pale.

A la même date vers Mapanda sur l'axe Bendera, trois creuseurs se rendant dans des carrières minières ont été pillés par des Mai-Mai Apa na Pale qui leur ont dépouillé des vivres, des téléphones portables et des sommes d'argent.

Dans la nuit du 25 décembre, des Mai-Mai de la faction Sarma ont fait incursion dans les champs situés au village Kirimbi à plus ou moins 27 km à l'Est de Kisonja (60 km au Nord de Kalemie) où il y avait des cultivateurs qui exerçaient des travaux champêtres dans leur campement. Au cours de cette attaque, ils ont violé et tué une cultivatrice tandis que d'autres cultivateurs avaient réussi à s'échapper.

Le 26 décembre 2023, le chef d'établissement d'une école primaire de Kisonja et son voisin, ont été enlevés à proximité de l'école par deux Mai-Mai Apa na Pale qui les ont amenés dans la brousse abandonnant la moto sur laquelle ils étaient sur la route. Alertées, les FARDC se sont mis à la recherche des victimes sans succès.

Le 28 décembre 2023, un infirmier du centre de santé de Kisonja sur l'axe Bendera qui quittait son lieu de travail pour regagner son lieu de résidence à

Kayumba est tombé dans une embuscade tendue par quatre combattants Mai-Mai de la faction Sarma. La victime qui était sur une moto a été grièvement blessée par balles.

MOBA

Dans la localité de Maseba la nuit du 11 au 12 décembre 2023, une femme accusée de sorcellerie aurait été enlevée par des éléments d'un groupe armé composé de jeunes Bantous, appelés les « Autodéfenses ».

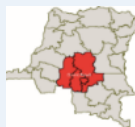
NYUNZU

En dépit d'un calme relatif qui a été observé, il a été signalé certaines attaques liées à l'exploitation de carres miniers. Toutefois, au nord Lukuga en deux familles de chefs de villages Musebe et Mukuwa se sont affrontés le 11 décembre 2023 en raison d'un conflit lié à la perception de la redevance. 2 personnes civiles ont été blessées, les habitants de ces villages se sont déplacés vers les villages environnants. Plusieurs personnes ont été arrêtées par les FARDC. Ce conflit explique le nombre de violations plus élevées dans la province dans la période contrairement au mois précédent.

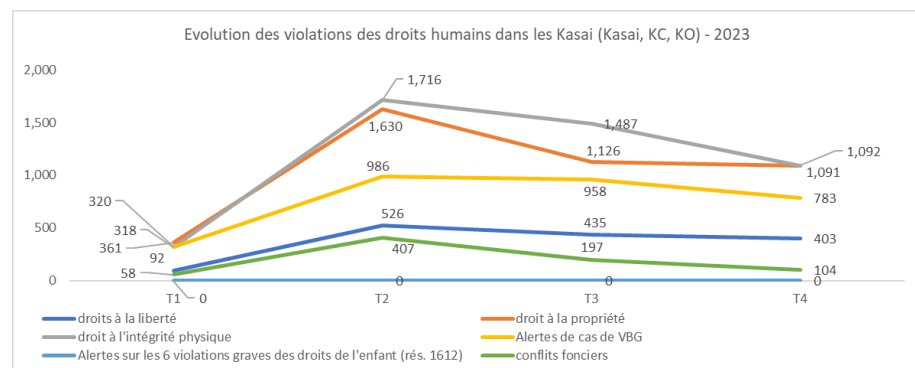




KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL

Violations et abus des droits							
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total	%
							
Kasai	47	64	136	89	3	339	66
Kasai oriental	6	34	37	13	0	90	18
Kasai central	0	29	25	23	6	83	16
TOTAL	53	127	198	125	9	512	100

- Environ **512 violations et abus** de protection perpétrés, dont près de 66% dans le Kasai, 18% dans le Kasai Central et 16% dans le Kasai Oriental ; soit une diminution des violations de 64.54% dans les provinces par rapport au mois de novembre 2023 où il y avait environ **1,444** violations dans les trois Kasais.
- De janvier à décembre 2023, **17,592** personnes ont été victimes de violations et abus dont **4,829** femmes, **7,750** hommes et **4,769** enfants.



KASAÏ

- La province du Kasai dans son ensemble connaît un calme relatif sur toute son étendue. Néanmoins, quelques tensions liées à la campagne électorale ont été signalées. Les principales violations sont respectivement les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, les violences sexuelles et basées sur le genre et les violations du droit à la propriété.
- Des attaques ont été enregistrées entre des candidats députés le 11 décembre au village Konyi dans le territoire de Luebo. Un candidat du parti Ensemble pour la République et son équipe de campagne ont été molestés.
- Le 17 décembre 2023, 4 filles dont l'âge varie entre 15 et 20 ans ont été abusées sexuellement dans le groupement Shamupelete situé à plus ou moins 30 km de Nsumbula. Ces survivantes de viol ont été abusées par 7 hommes quand elles sont allées accompagner un candidat à la députation nationale au village Kabuakala.
- Le mardi 19 décembre 2023, dans le village Tshimanga à 44 km de Kamwasha, situé dans le territoire de Kazumba, l'on a enregistré le déplacement forcé de populations et l'incendie de maisons à la suite d'une dispute au sujet de l'argent distribué par un candidat à l'élection.

KASAÏ CENTRAL

- Le 11 décembre 2023 aux environs de 10 h, un conflit de limites champêtres a été signalé à Dibaya opposant 2 groupements dans le secteur de Dibanda. Il s'agit de Bena Mutemba Kateba et de Bakua Tshimpanga dans les villages Ndaye Mutombo et Tshikenda. Ces entités se disputent les savanes de Kabua Nkese et ce conflit lié à l'exploitation de la savane pourrait engendrer des dégâts matériels et humains énormes si une solution n'est pas trouvée.
- Le 19 décembre 2023 à Tshimbulu (ZS de Dibaya), des jeunes filles mineures ont été recrutées comme témoins d'un candidat aux législatives. Selon les informations reçues, leur recrutement s'est déroulé pendant la nuit du 19 décembre jusqu'à minuit.





- Le 20 décembre à Kananga, une dame a été lynchée par des jeunes garçons rendus dans un bureau de vote. La dame a été déshabillée et molestée pour avoir voté pour le candidat Moïse Katumbi.

KASAI ORIENTAL

- Les pluies qui se sont abattues entre le 15 décembre et le 31 décembre 2023 ont causé beaucoup de dégâts dans la ville de Mbuji-Mayi. Pour la zone de santé de Nzaba qui a été la plus affectée, 342 ménages sont restés sans abri. Dans l'aire de santé de Dinanga, 2 enfants (une fille et un garçon dont l'âge varie entre 1 et 2 ans.) d'une même famille sont morts à la suite de l'écoulement des murs de leur maison dans le quartier Ntambue Kasanzu.
- Le 20 décembre 2023, jour des élections, il y a eu des manifestations à Mbuji-Mayi contre les irrégularités qui auraient été constatées dans l'organisation des élections. L'institut Saint Marcel dans la commune de Bipemba a été pillé et toutes les machines à voter vandalisées à cause d'une fausse rumeur selon laquelle les machines à voter seraient truquées.

PROVINCES DE KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE

Provinces	Violations et abus de droits en décembre 2023				
	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Total	%
Kwilu	15	0	16	31	48
Maï-Ndombe	12	13	9	34	52
TOTAL	27	13	25	65	100

- Contrairement au mois de novembre avec 207 violations et abus de droits, ce sont **65** violations et abus des droits de l'homme qui ont été documentés durant le mois de décembre⁶ dans les provinces de Kwilu

et Maï-Ndombe : 27 violations du droit à la propriété, 13 violations du droit à l'intégrité physique, 25 cas de violences basées sur le genre. Il ressort une diminution de **142 violations (68%)**.

- Le déploiement des unités de la première zone de défense des FARDC dans le Kwamouth pour des opérations de sécurisation, désarmements et arrestations ne freine malheureusement pas la violence.
- Les principaux auteurs présumés des violations et abus sont les miliciens Mobondo et les FARDC.
- De juin (période à partir de laquelle les alertes relatives aux violations des droits de l'homme ont commencé à être rapportées) à décembre 2023, **902** violations et abus ont été enregistrés dans les provinces de Maï-Ndombe, Kwilu et Kwango. Les forces de sécurité et de défense seraient incriminées dans **220** violations dont **198** cas attribués aux FARDC et **22** cas à la PNC.
Il s'agirait pour les FARDC principalement de violations du droit à la propriété (112 cas), violation du droit à la vie et l'intégrité physique (4 cas), agressions sexuelles (3 cas), arrestations arbitraires/détention illégale (27 cas).

S'agissant de la PNC, les violations commises seraient des arrestations arbitraires/détention illégale (19 cas), agressions sexuelles (2), taxes illégales (1).

- Au cours de la période sous revue, plusieurs violations alléguées aux miliciens Mobondos sont rapportées dans les provinces de Maï-Ndombe et Kwilu. Il s'agit essentiellement de violations du droit à la propriété (extorsions de biens), des violences basées sur le genre, des violations du droit à la vie et l'intégrité physique (meurtres).

Sur la RN17, axe Masiambio-Bandundu ville, des pertes humaines et matérielles, et enlèvements ont été enregistrés à la suite d'attaques de véhicules/bus par des miliciens. Le regain d'insécurité observé pendant toute la période a conduit les autorités à suspendre la circulation des

⁶ [Rapport mensuel de monitoring de protection Bandundu mois de décembre 2023 Kadima Foundation et UNHCR](#)





personnes et de biens sur la RN17, notamment l'axe Masiambio-Bandundu ville.

Le 10 décembre 2023, des affrontements ont eu lieu entre les miliciens Mobondo et les FARDC au village Falio dans le territoire de Kwamouth. Selon une source militaire, plus de 35 assaillants Mobondo ont été neutralisés par les FARDC au village Falio. La même source signale que les fiefs des assaillants Mobondo font face au ratissage des FARDC. Il s'agit des villages Bukusu, Minsia, Biyala, Fayala, Kimpana Mwanango, Kinkosi 1 et 2, Kulungu Mbonga, Fayala et Fabiese dans le territoire de Kwamouth, province de Mai-Ndombe. 31 assaillants Mobondo ont été arrêtés et acheminés à l'auditorat militaire de Bandundu ville pour répondre de leurs actes.

- La cohabitation entre les communautés en conflit demeure toujours hypothétique. Aucune amélioration n'est signalée ; d'où la nécessité d'intensifier les activités de coexistence pacifique dans la zone en vue d'atténuer les tensions entre les communautés.
- 4 filles et 2 femmes ont été abusées sexuellement par des miliciens Mobondo dans Kwamouth et la commune de Maluku. Plusieurs sources concordantes dans la zone relèvent la recrudescence des violences basées sur le genre dans les localités sous contrôle des miliciens.

Au village Mitheto situé à 25 km de Masiambio dans le territoire de Kwamouth, le Chef de poste de l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), habitant le village Mibe, a été tué par des miliciens Mobondo le 2 décembre 2023.

KINSHASA

- Les zones de santé de Maluku II et Masina II ont enregistré au moins une cinquantaine de cas de violations des droits de l'homme en décembre 2023 de la part de miliciens Mobondo.⁷ En effet, des sources concordantes dans la zone soulignent la recrudescence de violences

⁷ [Rapport mensuel de monitoring de protection Bandundu mois de décembre 2023 Kadima Foundation et UNHCR](#)

basées sur le genre (viol et mariages forcés) dans les localités qui sont sous contrôle des miliciens.

A titre illustratif, le 19 décembre 2023 une attaque des Mobondos a entraîné un mort, plusieurs blessés et disparus au village Mokene, dans le groupement de Yuo.

- La crainte règne parmi les populations non seulement en raison de multiples attaques contre des civils mais aussi, en raison d'enlèvements. A titre d'exemple, autour du 29 décembre, une trentaine de personnes ont été kidnappées et un tracteur a été ravi dans une ferme entre Dumi et Duale (groupement de Mbankana).⁸

INONDATIONS

- Au cours de la période sous rapport, des pluies diluviennes ont occasionné des inondations, des éboulements de terrains aussi bien à Kinshasa que dans des provinces du pays.
- Selon le communiqué de la régie des voies fluviales (RVF) du 27 décembre 2023, le niveau d'eau du fleuve Congo a considérablement augmenté et ne cesse d'augmenter. Il se situe actuellement à 5,9. Une telle montée des eaux n'a jamais été enregistrée depuis 1961 et risque non seulement de provoquer des pertes en vies humaines, en infrastructures, mais aussi des maladies hydriques dans les zones inondables.
- Dans la première semaine du mois, en **Ituri**, plus de 350 familles de la localité de Gobu-njii (groupement Dhendo en territoire de Djugu) ont été affectées par les inondations des eaux du Lac Albert.
- Dans la Province de **Mai-Ndombe**, à la suite des pluies du 25 décembre, tous les sites riverains du Fleuve Congo et de la rivière Kwa, en l'occurrence, Kwamouth, Ngambomi, Mbole, etc. ont connu une montée des eaux.

⁸ [Caritas International Belgique](#)





A Mbole, tout l'espace habité s'est retrouvé sous les eaux. Les habitants se sont retirés sur une hauteur dans des conditions peu confortables. De nombreuses familles sont sans abri.⁹

- Dans le **Kasai-Central** une pluie diluvienne qui s'est abattue sur la ville le 26 décembre a entraîné 24 morts et de nombreux dégâts matériels dont plus de 15 maisons emportées, le temple d'une église.
- En outre, environ cinquante personnes sont mortes et de nombreuses autres ont été portées disparues après les fortes pluies qui se sont abattues sur la majeure partie de la province du **Sud-Kivu**, notamment à Bukavu, Mwenga, Uvira, Walungu, dans la nuit du 26 au 27 décembre 2023.¹⁰

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels. Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

⁹ [Caritas International Belgique](#)

¹⁰ [Bulletin d'information n° 01 Inondations et éboulements au Sud-Kivu](#)

